

2025/



## DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE VILLE DE RIS-ORANGIS

### DÉCISION N°2025/048

Du mercredi 19 février 2025

**Fixant le contrat portant occupation à caractère précaire  
et révocable d'un logement dit « instituteur »,  
situé 60 Rue de seine – à Ris-Orangis**

Le Maire de Ris-Orangis, Conseiller départemental de l'Essonne,

**VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération du Conseil municipal n° 2021/109 en date du 7 mai 2021 modifiée par la délibération n°2022/149 du 18 mai 2022 relative à la délégation de compétence au Maire, en application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDÉRANT** que la Commune a la faculté de mettre à disposition des logements à titre précaire et révocable,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de conclure une convention de mise à disposition,

---

### DÉCIDE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : **DE SIGNER** un contrat portant occupation à caractère précaire et révocable d'un logement dit « instituteur » avec [REDACTED] [REDACTED] 60 rue de seine, 1er étage - appartement n°2, d'une superficie de 54,06 m<sup>2</sup> – 91130 RIS-ORANGIS pour la période du 21 février au 31 août 2025.

**ARTICLE 2** : Dans ce cadre, [REDACTED] s'engage, pour la période citée ci-dessus, à verser mensuellement une redevance d'occupation de 348,35 €, ainsi qu'une redevance chauffage de 2,15 € par mois et par m<sup>2</sup>, à partir du 21 février 2025.

**ARTICLE 3** : La recette afférente à ce contrat sera versée sur le budget de l'exercice en cours 212 – 752 et 70878.

2025/

**ARTICLE 4** : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de l'Essonne,
- Monsieur le Receveur de Grigny.

Fait à Ris-Orangis, le 19 février 2025

Le Maire certifie sous sa responsabilité

Le caractère exécutoire de cet acte :

Transmis en Préfecture

le : **20 FEV. 2025**  
Publié le : **20 FEV. 2025**

Notifié le :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours

Devant le Tribunal Administratif de Versailles

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

Stéphane Raffalli  
Maire de Ris-Orangis  
Conseiller départemental de l'Essonne

